

L'émergence d'une citoyenneté européenne

William Gasparini, Raisons d'Agir et Attac Strasbourg

Le NON au projet de Traité constitutionnel exprimé lors du référendum du 29 mai a mis en lumière une nouvelle forme de citoyenneté européenne. Des électeurs traditionnellement absents des débats publics et abstentionnistes (notamment «les classes populaires») sont passés aux urnes pour rejeter l'Europe de la concurrence libre et non faussée et réclamer dans le même temps d'autres perspectives.

D'après les instituts SOFRES, IPSOS et CSA, plus de 64% des électeurs de gauche ont voté NON (et seulement 21% des électeurs de droite) ainsi que 79% d'ouvriers, 67% d'employés, 69% des salariés en CDD et 71% de chômeurs. Le NON est largement celui des bas revenus, des salariés précaires et des familles confrontées aux difficultés d'insertion de leurs enfants. Alors que ce manque de confiance dans l'Europe telle qu'elle se dessine pouvait les conduire à une forme de fatalisme et de passivité, il s'est transformé en une expression citoyenne, que les élites partisans du OUI semblent maintenant regretter.

L'expérience répétée de l'échec, d'abord à l'école, puis sur le marché du travail, dans l'accès au logement et dans la scolarité de leurs enfants semble produire chez ces « gens-là » une perception du monde et de l'Europe qui interdit ou décourage toute anticipation raisonnable de l'avenir. Peut-on alors qualifier perfidement et schématiquement de « xénophobe » ce refus de la mise en concurrence des salariés et des précaires dans l'Europe ?

L'interprétation politique et journalistique de la demande de protection sociale en terme de protectionnisme et de refus d'ouverture à « l'Autre » est contre productive sinon dangereuse pour l'avenir de la gauche. Comme le disait déjà Pierre Bourdieu dès 1999, « *il n'est pas facile, quand on parle d'Europe, d'être tout simplement entendu. Le champ journalistique tente d'imposer à tous le choix suivant : être « pour » l'Europe, c'est-à-dire progressiste, ouvert, moderne, libéral, ou ne pas l'être, et se condamner ainsi à l'archaïsme, au passéisme, au poujadisme, au lepenisme, voire à l'antisémitisme ...* ». Comme s'il n'y avait pas d'autre option légitime que l'adhésion inconditionnelle à l'Europe telle qu'elle est, c'est-à-dire réduite à une monnaie unique et soumise à l'empire de la concurrence sans limites.

Si l'on confronte l'argument du vote « xénophobe » à la réalité sociale et politique en Alsace, ce postulat est largement démenti. Tout d'abord, le FN a été quasiment absent de la

campagne électorale : les thèmes nationaliste et identitaires étaient beaucoup moins présents en 2005 que pour la campagne de Maastricht en 1992. Ce sont les militants du NON des partis de gauche, des syndicats et d'Attac qui ont réussi à imposer un débat sur le contenu du texte soumis au référendum, dans une perspective d'éducation populaire. Ces arguments ont trouvé un écho chez nombre de nos concitoyens alsaciens qui les ont confronté à leur situation sociale, leurs valeurs humanistes et leur difficulté à se projeter dans l'avenir. Le résultat est un NON sans appel dans les cantons populaires et ouvriers d'Alsace : sur 15 cantons ouvriers dans le Haut-Rhin, 12 ont donné la majorité au NON ; dans le Bas-Rhin, sur 18 cantons à composition socio-professionnelle populaire, 9 ont donné la majorité au NON.

La campagne des partisans du NON de gauche dans les quartiers populaires et les petites villes d'Alsace a été menée sur le projet d'une autre Europe plus sociale, dans une perspective clairement pro-européenne, internationaliste, voire altermondialiste. Un nouveau mouvement social s'est ainsi dessiné dans le paysage alsacien, associant trois composantes. La composante politique qui regroupe des militants partisans du NON, certains opposés à la ligne officielle de leur parti (Verts, socialistes), d'autres qui ont fait campagne dans le cadre de leur parti (PCF, LCR, MRC) ; la composante associative et altermondialiste qui regroupe en particulier différentes organisations de chômeurs, associations féministes, la Fondation Copernic et Attac. Clairement européenne, internationaliste et anti-libérale, cette dernière a mené campagne pour le NON depuis de nombreux mois, dans des réunions-débats, quartiers et marchés selon sa vocation d'éducation populaire tournée vers « l'action » ; enfin, la composante syndicale (CGT, FSU, SUD et FO) qui a clairement marqué son opposition à un texte qui condamne l'harmonisation sociale et fiscale « par le haut ».

Ces trois composantes ne se juxtaposent pas mais s'interpénètrent, ce qui donne force et cohérence à ce mouvement. Et, à côté des partis, c'est aussi sur ce mouvement qu'il faudra compter pour faire en sorte que les classes populaires renouent avec la gauche une relation de confiance et d'espoir. Ces forces citoyennes ont prouvé leur capacité à dépasser le cadre national pour s'opposer, à l'échelle européenne, à la prétendue fatalité des « lois économiques » avec pour objectif d'humaniser le monde social.